



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative - Porte J
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723
41007 Blois

Blois, le 13/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS

10 rue de Castiglione
75001 Paris

Références : 41-2026-0004
Code AIOT : 0010011513

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS implanté La Bruyère 41240 Binas. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE LA BRUYERE SAS
- La Bruyère 41240 Binas
- Code AIOT : 0010011513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Bruyère est implanté sur le territoire de la commune de Binas (41). Il est exploité depuis décembre 2006. Il bénéficie à cet effet du permis de construire n°PC4101703A0008 du 16 juillet 2004.

Suite à la publication du décret n°2011-984 du 23 août 2011 portant modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a demandé le bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées par courrier du 13 janvier 2012, complété le 21 mai 2012.

L'acte donnant le bénéfice d'antériorité à l'exploitant a été délivré le 27 décembre 2012 par la DDCSPP 41.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Versement des données brutes issues du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Contrôle d'intégrité-bridés et fixations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Contrôle d'intégrité-contrôles visuels	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Balisages lumineux	Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Contrôle extincteur (présence en bas et en nacelle)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025
Prescription contrôlée : <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a informé l'inspection par mail le 26/03/2025 que chaque mat avait été équipé de son numéro d'éolienne (E1, E2, E3, E4 et E5) par une intervention du 13/02/2025, et de la mise en place du panneau manquant à proximité de l'éolienne E2 en date du 07/01/2025.</p> <p>Lors de l'inspection du 13/11/2025, il a été constaté par l'inspection que l'identifiant de l'éolienne E2 était présent.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Versement des données brutes issues du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Données brutes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025
Prescription contrôlée :

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il a procédé au dépôt des éléments du suivi environnemental sur le site "DEPOBIO" le 10/12/2024. L'exploitant a transmis par GUN le certificat de dépôt et le suivi environnemental d'aout 2019 le 26/03/2025.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle d'intégrité-bridés et fixations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des brides et fixations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la précédente inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 20/12/2024 et par GUN le 26/03/2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un document explicatif informant l'inspection qu'il respectait le délais maximum de 3 ans pour contrôler les brides et fixations des éoliennes du parc ; • le registre de maintenance de l'éolienne E3, illustrant que les contrôles des brides et des fixations ont été réalisés sur 2 périodes entre le 12/06/2023 et 08/07/2023 puis le

<p>29/07/2024 et le 06/08/2024 pour cette éolienne;</p> <ul style="list-style-type: none"> les rapports de maintenance de juin 2023 et de juillet 2024 qui illustrent que l'ensemble des brides et des fixations ont été contrôlées. <p>Les éléments susvisés permettent de justifier du respect de la périodicité de 3 ans pour la réalisation du contrôle des brides et fixations de l'éolienne E3.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle d'intégrité-contrôles visuels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle visuel des éléments
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection précédente, l'exploitant a transmis par mail le 20/12/2024 les éléments justifiant du respect de la périodicité de 6 mois entre les contrôles visuels des pales entre juillet 2023 et novembre 2024.</p> <p>Lors de l'inspection du 13 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les dates des derniers contrôles périodiques des pâles qui ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> en novembre 2024 - contrôle par jumelle - par une équipe interne ; en avril et mai 2025 - contrôle visuel - par une équipe interne ; en Juillet 2025 - contrôle par jumelle - par une équipe interne ; en aout 2025 - contrôle visuel sur corde - par une équipe externe. <p>Ce qui permet de justifier du respect du délai maximal de 6 mois entre les contrôles.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Systèmes Instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Risques chroniques, liste des SIS et périodicité de contrôle.
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025
Prescription contrôlée : <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection du 13 novembre 2025, il a été constaté par l'inspection de la présence de SIS (systèmes instrumentés de sécurité) permettant d'évaluer la formation de Glace, la présence d'un incendie et le suivi de la température extérieure. Il est à noter que ces SIS ne font pas l'objet de gammes de contrôle mais que :</p> <ul style="list-style-type: none">• la sonde de température a été contrôlée en avril 2025;• le contrôle du détecteur d'incendie est prévu en 2025;• le contrôle du détecteur de glace n'est pas prévu. <p>Par mail du 16/12/2025, l'exploitant a informé l'inspection que le contrôle des SIS :</p> <ul style="list-style-type: none">• Incendie :<ul style="list-style-type: none">◦ était dans la gamme de maintenance T3◦ dans les points I.15 / I.16 / I.17◦ périodicité annuelle◦ sous le nom Centrale incendie◦ les derniers contrôles date du 20 et 21/11/2025 par une équipe ERG;◦ Ces contrôles incluent notamment la remontée du code alarme FM923 dans le SCADA. Les remontées d'alarme par machine sont identifiées dans le document : « Justificatif Contrôle incendie Bruyère ».• Glace :<ul style="list-style-type: none">◦ est inclus dans la gamme de maintenance T3;◦ dans le point de gamme I.7;◦ périodicité annuelle;◦ le dernier contrôle a été réalisé entre fin avril et fin mai 2025 par une équipe ERG;◦ Ce point vise à vérifier le bon fonctionnement des instruments de mesure et de

direction du vent (**anémomètre ultrasonique, anémomètre mécanique et girouette**). Ces instruments permettent d'identifier des anomalies météorologiques et de déclencher, le cas échéant, l'alarme **FM609** en cas de présence de glace sur l'anémomètre.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Balisages lumineux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/04/2018, article 3.2.

Thème(s) : Risques accidentels, Fréquence et synchronisation des feux à éclats

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2025

Prescription contrôlée :

[...]

Les feux à éclats de même fréquence implantés sur toutes les éoliennes sont synchronisés. Les feux à éclats initient leur séquence d'allumage à 0 heure 0 minute 0 seconde du temps coordonné universel avec une tolérance admissible de plus ou moins 50 ms.

La fréquence des feux de balisage à éclats implantés sur les éoliennes terrestres non côtières est de 20 éclats par minute.

[...]

Constats :

Par mail du 20/12/2024, l'exploitant a informé l'inspection qu'une équipe ERG France était intervenue sur le balisage le jour de l'inspection précédente (le 12/12/2024) pour remettre en route le balisage lumineux. Pour information la synchronisation s'effectue automatiquement à 00h00. Il est à noter qu'une autre intervention a été réalisée le 4 mars 2025 pour remplacer l'antenne GPS afin de solder le problème de synchronisation.

Lors de l'inspection, il a été constaté par l'inspection que le balisage lumineux des éoliennes était synchronisé au sein du parc et avec les autres éoliennes environnantes.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle extincteur (présence en bas et en nacelle)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Présence extincteurs
Prescription contrôlée : Article 24 de l'arrêté du 27 août 2011 (Arrêté du 22 juin 2020, article 18) « Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté par l'inspection que les contrôles des extincteurs en pied d'éolienne et en nacelle ont été réalisés en février 2025 par l'entreprise CLIMEX. Pas d'écart constaté
Type de suites proposées : Sans suite